

Vers une stratégie durable pour la maintenance des équipements militaires

Category: 2020-2030,Actualités

4 décembre 2024



Pour s'adapter aux bouleversements géopolitiques, la France a dévoilé une nouvelle feuille de route pour son industrie de défense. L'augmentation de la production, la refonte des normes et le développement de pôles d'excellence régionaux sont au cœur de cette stratégie.

Commentaire AASSDN : L'industrie de Défense française s'articule autour de 9 grands groupes (*Thalès, Dassault, Safran, Naval Group, Airbus, KNDS¹, MBDA, TechnicAtome, Arquus*), reliés à environ 4 000 sous-traitants (ETI, PME, TPE, laboratoires et centres de recherche). Ce réseau d'entreprises est un atout majeur pour assurer à la France sa souveraineté dans le domaine de la Défense . En outre, ce réseau lui fournit des outils lui permettant de nouer des partenariats stratégiques avec des pays qui souhaitent ne pas être totalement dépendants de tel ou telle grande puissance (Etats-Unis ou Chine notamment) tout en disposant de matériels de la meilleure qualité.

Par ailleurs, c'est un atout pour notre économie tant par les exportations qu'elle réalise (la France est 2^e ou 3^e exportateur mondial selon les années) que par le fait que l'essentiel des armements est produit en France.

Notons que les centres de recherche et les processus de fabrication de certains équipements de haute technologie, sont particulièrement visés par les Services de nos compétiteurs. C'est pourquoi la France se doit de maintenir, voire renforcer son excellence scientifique et

d'assurer la meilleure protection contre les ingérences étrangères.

¹ En 2015, les sociétés Nexter et Krauss Maffei Wegmann (KMW), respectivement systémier intégrateur du Leclerc et du Leopard, se sont regroupées au sein de KNDS afin de devenir le leader européen de la défense terrestre.

Le 24 octobre 2024, sur le site Maîtrise NRBC de la Direction générale de l'Armement à Vert-le-Petit, le Ministre des Armées Sébastien Lecornu a dressé la feuille de route que tâchera de suivre l'industrie de défense nationale pour les années à suivre. Un mot d'ordre : relancer « l'esprit pionnier ». Une question se pose alors : quelles sont les forces qui motivent la transformation de la base industrielle et technologique de défense (BITD), et comment y parvenir ?

Impulsions et transformations

D'abord, la priorité est d'augmenter les cadences de production. Depuis février 2022, l'industrie de défense française se prépare à l'éventualité de passer en économie de guerre, avec des mesures concrètes prises par certains des principaux groupes français. Dans cette optique, MBDA a annoncé son intention de [produire 40 missiles Mistral-3 par mois à l'horizon 2025](#), ce qui revient à doubler sa production mensuelle actuelle. De son côté, la DGA apporte une nouvelle forme de support aux entreprises du secteur, [avec la création de la Direction de l'industrie de Défense](#).

L'Île-de-France : l'excellence terrestre, spatiale et électronique

La région parisienne est spécialisée dans les questions spatiales, électroniques et terrestres. Le plateau de Versailles-Satory est le lieu d'implantation de plusieurs grandes entreprises à la réputation mondiale comme KNDS France (ex-Nexter), Arqus mais aussi des institutions étatiques comme la Section Technique de l'Armée de Terre. Utilisé dès l'entre-deux-guerres comme terrain d'entraînement militaire, le plateau de Satory sera de plus en plus utilisé à partir des années 1960-1970. Le plateau se transforme en 2020 avec la création de nouvelles pistes d'essais destinées aux besoins de R&D de l'Armée de terre et plus généralement de l'industrie de défense française. La région francilienne n'est pas en reste dans le domaine de l'électronique, notamment par le nombre important de clusters et des laboratoires innovants, à l'image de Paris Saclay et de l'École Polytechnique. [Le secteur spatial](#) est quant à lui représenté par Ariane Groupe, Thalès, Airbus Defence and Space et Aresia.

L'Occitanie et la Nouvelle-Aquitaine : le cœur de l'aéronautique

L'aéronautique est particulièrement bien développée en Occitanie et en Nouvelle-Aquitaine, régions qui abritent de nombreux sites et entreprises majeurs, comme [Dassault Aviation à Mérignac et Biarritz](#), ou encore [Safran](#) et [Airbus Defence & Space à Toulouse](#). Cette concentration géographique est également le fruit d'une histoire riche. En effet, la création en 1915 du Centre d'Instruction des Spécialistes de l'Aviation à Bordeaux, ainsi que l'établissement de nombreuses bases aériennes dans la région, ont contribué à l'ancrage historique des industriels de l'aéronautique dans cette partie de la France.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur : territoire de l'Aéronavale

L'industrie aéronavale est très présente en PACA, avec des entreprises comme [Dassault Aviation à Istres](#), [Airbus Helicopters à Marignane](#) et [Naval Group à Ollioules](#). Cette présence s'explique par le fait que le [premier hydroaéroplane](#) a été conçu localement, créant un environnement propice au développement de ce secteur. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, une partie des avions de chasse et des hydravions y a été produite. Post-1945, plusieurs entreprises se sont installées dans la région, notamment la *Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Est*. Aujourd'hui, la région demeure [un endroit clé dans la production et la construction d'armement et d'équipements aéronavals](#), tout en développant régulièrement la recherche et l'innovation.

La Bretagne et la Normandie pour la puissance navale

Autre pôle d'excellence, les régions bretonne et normande se sont spécialisées dans l'industrie navale, avec des implantations du géant *Naval Group* à Brest, Lorient, Nantes-Indrets et Cherbourg. L'entreprise emploie plus de 3 000 salariés en région normande, notamment sur le [site de Cherbourg](#).

Cependant, cette territorialité se manifeste également en dehors des principaux pôles. Par exemple, on peut citer [Eurengo](#), spécialiste des poudres et des explosifs, à Bergerac, ainsi que les différents sites de MBDA à Selles-Saint-Denis et à Bourges, sans oublier le site historique de production de KDNS France à Roanne. [En plus de dynamiser économiquement des régions parfois en marge](#), cette territorialité pourrait être renforcée pour constituer une véritable force de production, notamment grâce à l'implantation d'un réseau de réservistes de la DGA.

Des industriels étatiques en recherche d'efficacité

Si les grands maîtres d'œuvre industriels privés sont répartis sur tout le territoire français, c'est également le cas des institutions de l'État chargées des questions d'armement et de sa maintenance. Dispersées dans toutes les régions de France, les industriels d'État sont des exemples du maillage territorial des services publics de l'armement : la [Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels terrestres](#), le [Service de la maintenance industrielle terrestre](#) à Versailles ainsi que les [12ème](#), [13ème](#) et [14ème](#) base de soutien du matériel, le [Service de Soutien de la Flotte](#) à Paris, Brest et Toulon, mais aussi la [Direction de la Maintenance aéronautique](#), qui est implantée sur 17 sites différents à travers la France. La DGA est elle aussi répartie sur des [centres d'expertises et d'essais](#) dans diverses régions.

Le 2 octobre 2024 paraît le rapport d'information n°4, par la Commission des finances, à propos du [maintien en condition opérationnelle des équipements militaires](#). Cette étude a révélé que, malgré des efforts conséquents, le maintien en condition opérationnelle ne répond pas aux besoins actuels. Les problèmes concernant la disponibilité des matériels et le coût élevé des contrats de maintenance sont trop importants. En outre, il est question de repenser la stratégie de maintenance de l'armement français, en impliquant de façon plus directe les TPE-PME françaises. Il est par ailleurs fait mention de la possibilité de ré-internaliser une partie de la maintenance militaire, ce qui sous-entend de renforcer le maillage territorial de la maintenance. La question de l'état des recrutements a également été mentionnée, notamment la fidélisation et la formation des personnels de la maintenance militaire et du secteur de l'armement en général.

L'humain et la formation : moteurs de développement

Si la voie royale pour devenir ingénieur de l'armement reste Polytechnique et l'École nationale supérieure de techniques avancées, les concours restent ouverts à tous les diplômés d'écoles d'ingénieurs. En dehors des grands corps d'ingénieurs, les universités proposant des maîtrises « Défense et Sécurité » ou des cursus d'intelligence économique intéressent de plus en plus à la fois les entreprises, mais aussi les [services de la DGA](#).

Du point de vue opérationnel, il est tout à fait possible de développer et de renforcer l'intérêt du monde ouvrier et technique pour l'industrie de défense. MBDA et *Naval Group* l'ont fait, avec respectivement [2 600](#) et [4 500](#) recrutements au cours des dernières années. Pour accélérer cette capacité à recruter, il faut également offrir plus de visibilité aux entreprises et aux institutions. Uniquement au travers de la filière de la maintenance en condition opérationnelle, [25 formations certifiantes](#) sont ainsi proposées par le ministère des Armées et des Anciens combattants, dont plusieurs bacs professionnels et un certain nombre de BTS. En renforçant le lien Armée-Nation, voir même BITD-Nation, ainsi que la formation à tous les échelons de la BITD, la France participe à donc sa souveraineté. Ainsi, le secteur de l'armement doit se réformer, recruter et impulser si il veut retrouver son esprit « pionnier ».

Theo MOREAU pour le [club Défense de l'AEGE](#)
22 novembre 2024

Souveraineté Maritime : Le sous-marin nucléaire d'attaque Tourville rejoint les Forces de la Marine Nationale

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest
4 décembre 2024



Commentaire AASSDN : La livraison du 3^e sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) du programme *Barracuda* de nouvelle génération renforce la souveraineté et la crédibilité de notre pays, tant la possession de ce type de bâtiment aux performances remarquables est aujourd'hui hautement stratégique.

Outre ses caractéristiques techniques étonnantes (autonomie, vitesse, discrétion, soutien technique réduit) et de la puissance de ses différents systèmes d'armes (de destruction de navires et de rétorsion contre des objectifs à terre), ce sous-marin dispose de capacités de recherche et recueil de renseignements très performants (sonars, optiques et humains). Il contribue ainsi grâce à son extrême discrétion et à ses capacités de destruction à la protection de notre immense zone économique exclusive (ZEE) de plus de 11 millions de km².

- **Le 16 novembre 2024, la Direction générale de l'armement (DGA) a réceptionné, à Brest, le *Tourville*, troisième des six sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) réalisés dans le cadre du programme Barracuda. Le sous-marin a aussitôt été transféré à la Marine nationale.**
- **Cette livraison intervient au terme de quatre mois d'essais en mer conduits par la DGA, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et l'équipage de la Marine nationale, ayant permis de confirmer la robustesse et les capacités du sous-marin.**
- **Conformément à la Loi de programmation militaire 2024-2030, la DGA poursuit le renouvellement de la flotte française de SNA maintenant engagé à mi-chemin. Les livraisons des trois SNA restants s'échelonneront jusqu'en 2030.**

La livraison du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) *Tourville* intervient à l'issue d'une campagne d'essais en mer de quatre mois ayant débuté le 12 juillet 2024 avec la première sortie à la mer du navire. Tout au long de cette phase, l'expertise unique des équipes étatiques

et industrielles du programme Barracuda a été mise à contribution pour le suivi et la réalisation de l'ensemble des essais, sous le pilotage de la DGA et la conduite du navire par la Marine nationale. Menés avec succès, ces essais ont permis de vérifier de manière progressive les performances des équipements et des systèmes du sous-marin grâce au travail collaboratif d'une équipe d'experts associant marins, DGA, CEA, Naval Group et TechnicAtome.

Au cours de ses essais menés au large de Cherbourg, Brest et Lorient, le *Tourville* a été amené à réaliser :

- Une première plongée statique, c'est-à-dire une immersion sans mouvement propulsé, pour vérifier la pesée et la stabilité du sous-marin ;
- Des essais en surface et en plongée, destinés à vérifier la vitesse du sous-marin, et plus généralement l'ensemble de ses performances et de son comportement à différentes profondeurs d'immersion, ainsi que la sécurité et le fonctionnement des installations, y compris sa chaufferie nucléaire ;
- Des essais en plongée pour vérifier le bon fonctionnement de son système de combat, y compris sa capacité à mettre en œuvre ses armes et à communiquer.

La Marine nationale va désormais pouvoir débiter la phase d'essais opérationnels en vue de l'admission au service actif du *Tourville* prévue en 2025. Ces essais opérationnels permettront de vérifier les performances militaires du navire dans des conditions d'emploi proches de celles des théâtres d'opérations.

Les six sous-marins commandés par la DGA dans le cadre du programme Barracuda renouvelleront d'ici à 2030 la composante des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) de la Marine nationale, constituée actuellement de SNA de type Rubis mis en service dans les années 1980. Les deux premiers SNA *Barracuda*, le *Suffren* et le *Duguay-Trouin*, ont été respectivement admis au service actif en juin 2022 et en avril 2024. Les trois autres sous-marins du programme Barracuda (*De Grasse*, *Rubis* et *Casabianca*) sont actuellement à différents stades de construction, et leurs livraisons s'échelonneront jusqu'à l'horizon 2030.

Comme leurs prédécesseurs, les SNA du programme Barracuda sont équipés d'une propulsion nucléaire qui leur confère un rayon d'action et une discrétion remarquables. Ils sont plus rapides, plus endurants et plus polyvalents que les SNA de la génération précédente avec leurs nouvelles capacités de mise en œuvre de forces spéciales et de frappe d'objectifs terrestres situés à plusieurs centaines de kilomètres, à l'aide du missile de croisière naval (MdCN). Ils représentent un bond technologique qui permet à la France de rester dans le club très restreint des nations qui mettent en œuvre des SNA modernes et performants.

Contacts médias :
Direction générale de l'armement

Source photo : [DGA](#)

Video : Table ronde sur la souveraineté nationale dans le nouveau contexte international

Category: 2020-2030,Actualités,Alain Juillet,Souveraineté,Videos en ligne
4 décembre 2024



Dans le nouveau contexte européen et international, comment la France peut-elle conserver une part de souveraineté ? Quelle est la situation réelle de la France, sans tabous ni langue de bois ? Quels sont les atouts que la France doit développer pour éviter la vassalisation, voire l'effondrement dans les prochaines décennies ?

L'objectif de cette table ronde était d'aborder le thème de la souveraineté sous ses différents aspects, de faire prendre conscience des enjeux et d'esquisser des pistes de développements pour les décideurs publics, mais aussi des dirigeants d'entreprises et des citoyens. Cet événement, organisé par l'ASAF et l'AASSDN, s'est tenu à Lyon le 13 Juin 2024.

Intervenants : Alain Juillet, Henri Pinard-Legry, David Cumin. Avec Fabien Lafay, comme animateur du débat. Introduction par Jean-Michel Bonnerue et Alexandre Sonnet

Merci au Cercle Militaire du Général Frère à Lyon pour son accueil ainsi que les deux entreprises mécènes de cette conférence, Electrocalorique et ECI Systems

Interventions

Qu'est-ce que la souveraineté ?

[00:00](#) Fabien Lafay

[01:04](#) David Cumin : point de vue institutionnel

[14:49](#) Fabien Lafay

[15:14](#) Alain Juillet : point de vue géopolitique

[26:16](#) Fabien Lafay

[26:28](#) Henri Pinard-Legry : point de vue militaire

Questions de l'animateur

[36:52](#) Fabien Lafay

[37:28](#) David Cumin : souveraineté et souverain

[41:31](#) Fabien Lafay

[41:56](#) Alain Juillet : normes et souveraineté

Capacités militaires françaises

[47:52](#) Fabien Lafay

[48:16](#) Henri Pinard-Legry

[53:23](#) Alain Juillet Transferts de souveraineté

[55:53](#) Fabien Lafay

[56:29](#) David Cumin

[57:13](#) Fabien Lafay

[57:22](#) Henri Pinard-Legry

Trouver des espaces de souveraineté

[01:00:58](#) Alain Juillet Conclusion

[01:08:42](#) Fabien Lafay

Questions du public :

1) Quelle souveraineté européenne face aux empires ?

[01:11:46](#) Henri Pinard-Legry

[01:15:06](#) Alain Juillet

[01:19:36](#) David Cumin

2) Qui est l'ennemi de la souveraineté française ?

[01:22:10](#) Question du public

[01:23:48](#) Alain Juillet

[01:31:18](#) David Cumin

3) Quelles priorités pour la souveraineté française ?

[01:34:37](#) Question du public

[01:36:07](#) Henri Pinard-Legry

[01:39:22](#) Alain Juillet

[01:40:40](#) : Fabien Lafay

Présentation des intervenants par Jean-Michel Bonnerue, Délégué du Rhône de l'ASAF

Safran investit dans Vyoma spécialisé dans la surveillance des débris spatiaux

Category: 2020-2030,Actualités,Technologies
4 décembre 2024



Commentaire AASSDN : La surveillance de l'espace devient une activité hautement stratégique.

Elle concerne non seulement le suivi des satellites militaires étrangers et leurs manœuvres dans l'espace, mais aussi la localisation très précise des innombrables débris qui constituent autant de risques de détérioration ou de destruction de nos satellites en cas de collision.

Ce partenariat entre Safran et une start up allemande contribue à renforcer la souveraineté de la France et de l'Allemagne, mais aussi, plus généralement, celle des nations européennes sous réserve que celles-ci privilégient ces entreprises européennes plutôt que celles d'outre-Atlantique.

Safran Corporate Ventures a le plaisir d'annoncer la signature d'un investissement conjoint, aux côtés de trois autres co-investisseurs, dans la société Vyoma dans le cadre d'un tour de table financier de 8,5 millions d'euros.

Vyoma est une startup allemande créée en 2020 à l'origine d'un système d'observation par constellation de satellites conçue pour la surveillance des débris spatiaux en orbite basse autour de la Terre. La société utilise une flotte de satellites équipés de télescopes, permettant d'identifier et de cataloguer les débris spatiaux. Ces données, combinées aux données de Vyoma, permettront aux opérateurs de satellites de naviguer de manière autonome et d'éviter les collisions avec les débris. Vyoma se positionne sur le domaine stratégique de la « *space situational awareness* » (SSA) et s'inscrit dans une volonté européenne de souveraineté spatiale.

Parallèlement à son investissement, Safran travaillera en partenariat avec Vyoma sur trois domaines en particulier. Safran Electronics and Defense étudiera la possibilité d'embarquer sur les constellations de Vyoma, de nouveaux capteurs (radiofréquence et télémètres laser) et travaillera avec Vyoma sur le partage de certaines données complémentaires pour en optimiser la valeur et la précision. Enfin, Safran Reosc explorera le développement d'un instrument optique pour détecter des objets de moins de 2 cm en mode surveillance qui complète le portefeuille de capteurs existant et futur de Vyoma.

« Ce partenariat avec Vyoma présente un intérêt technologique et stratégique pour renforcer l'offre de Safran Electronics and Defense dans le domaine de la surveillance de l'Espace », souligne Jean-Marie Betermier, Directeur de la Direction Espace de Safran Electronics and Defense.

« Cet investissement dans une startup allemande spécialisée du New Space s'inscrit dans la stratégie de Safran Corporate Ventures visant à soutenir des sociétés développant des technologies de rupture stratégiques pour le Groupe et en ligne avec une collaboration franco-allemande contribuant au renforcement de la souveraineté de l'Union européenne » ajoute Florent Illat, Directeur Général de Safran Corporate Ventures. « Le partenariat avec Safran Electronics & Defense nous aide à affiner notre portefeuille de données et de services pour répondre aux besoins de nos clients et assurer la sécurité et l'efficacité des opérations spatiales », a déclaré le Dr Stefan Frey, PDG de Vyoma.

SAFRAN

20 juin 2023

TOUTATIS : la France teste ses capacités de défense spatiale en orbite basse

Category: 2020-2030, Europe de l'Ouest, Global, Renseignement, Souveraineté, Technologies
4 décembre 2024



Commentaire AASSDN : L'espace est à l'évidence un domaine qui conditionne la souveraineté des nations. Les Etats-Unis, la Chine et la Russie développent activement et mettent en orbite des engins spatiaux aux multiples capacités. En plus des nombreux satellites de télécommunications, d'observation, d'alerte arrivent des satellites brouilleurs, écouteurs, tueurs...

L'Europe malgré le lancement d'*Ariane 6* ne fait sans doute pas l'effort financier suffisant dans ce domaine clef pour atteindre le même niveau que les 3 autres puissances majeures et alors que d'autres nations (Inde, Japon, ...) font des efforts très importants pour développer leurs

activités spatiales.

De son côté la France, puissance nucléaire indépendante, dont le territoire national s'étend, – avec les 120 000 km² de ses DROM COM- sur l'ensemble du globe, se doit de faire un effort dans ce domaine pour préserver ses intérêts stratégiques mais aussi pour contribuer, le moment venu, à une éventuelle défense de l'Europe.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU MINISTÈRE DES ARMÉES

Paris, le 17 septembre 2024

Spatial : l'Agence de l'innovation de défense notifie à *U-Space* la réalisation d'une démonstration d'actions en orbite basse au profit du Commandement de l'Espace

- **Confiée à la *start-up* toulousaine *U-Space*, cette expérimentation sera conduite en partenariat avec la société MBDA. Elle a pour objectif, au moyen de deux nanosatellites en orbite basse, de valider des scénarios opérationnels de défense (*Low Earth Orbit* - LEO).**
- **Baptisée « TOUTATIS* » cette première démonstration mettra en œuvre une chaîne de connaissances et de réactions complètes face aux tentatives d'ingérences spatiales.**
- **Elle s'inscrit dans le cadre de la Stratégie spatiale de défense et de la LPM 2024-2030, en complément des expérimentations qui seront menées en orbite géostationnaire par les satellites « YODA » (Yeux en orbite pour un démonstrateur agile).**
- **TOUTATIS constitue la première étape de la stratégie de défense en orbite basse, intégrée à l'opération ARES (Action et résilience spatiale), pilotée par la Direction générale de l'armement (DGA).**

La stratégie spatiale de défense a consacré l'espace comme nouveau domaine de conflictualités. Afin de compléter les capacités d'actions existantes des armées, une nouvelle fonction « d'action dans l'espace » a été confiée à l'armée de l'Air et de l'Espace, et mise en œuvre par le Commandement de l'espace (CDE). Elle a pour objectif de décourager et, le cas échéant, de protéger et défendre nos intérêts dans l'espace.

TOUTATIS respecte strictement le droit international, y compris le droit à la légitime défense, en conformité avec l'engagement de la France en faveur d'une utilisation pacifique et responsable de l'espace extra-atmosphérique.

Confirmée en tant que priorité dans la loi de programmation militaire 2024-2030, cette ambition se traduit par le développement de démonstrateurs d'envergure dont deux satellites en orbite basse.

Cette première démonstration mettra en œuvre une chaîne de connaissances et de réactions complètes en orbite basse (LEO), en faisant appel à des technologies issues de l'innovation ouverte dans le domaine spatial.

Deux satellites seront mis en œuvre :

- Un premier satellite « d'action en orbite basse » (*SPLINTER*), disposant d'une capacité de manœuvre élevée et d'un ensemble de sous-systèmes permettant une autonomie d'approche et d'actions.
- Un second satellite « guetteur » (*LISA1*) aux capacités d'observation accrues à des fins de surveillance de l'espace depuis son orbite.

Ils réaliseront des scénarios d'opposition ou de coopération qui permettront de vérifier les performances du satellite d'action en orbite basse et les capacités du satellite guetteur en terme de surveillance de l'espace.

Le projet s'appuiera sur les synergies offertes par la start-up *U-Space*, qui développe des nano-satellites de haute performance, et le groupe européen MBDA, qui met à disposition son expertise dans le domaine des effets et des engagements militaires, au service de la protection de satellites.

Au travers de TOUTATIS, l'Agence de l'innovation de défense poursuit son accompagnement de la dynamique du « *New Space* » français.

Depuis 2021, plusieurs démonstrateurs, sous la responsabilité de l'Agence de l'innovation de défense, ont également déjà été lancés : KERAUNOS (communications optiques) et HYP4U (imagerie hyperspectrale).

**TOUTATIS : Test en Orbite d'Utilisation de Techniques d'Action contre les Tentatives d'Ingérences Spatiales*

À propos de U-Space :

U-Space conçoit et construit des nanosatellites modulaires de nouvelle génération facilitant le processus de conception et de production de constellations dédiées. L'entreprise propose trois offres spécifiques : l'étude préalable, la construction et le support aux opérations. Créée en 2018 à Toulouse, la société s'est fixée comme objectif à l'horizon 2025 de devenir *leader* mondial sur le marché des constellations de nanosatellites. Elle est lauréate du programme French Tech 2030.

À propos de MBDA : MBDA est un groupe européen multinational unique, un leader mondial dans le domaine des systèmes d'armes complexes, jouant un rôle clé dans la protection des nations. Créé dans un esprit de coopération internationale, MBDA et ses plus de 15 000 collaborateurs travaillent ensemble dans l'objectif de soutenir la souveraineté nationale de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et du Royaume-Uni, ainsi que des pays alliés dans le monde entier. En tant qu'accélérateur d'innovation, MBDA est le seul groupe européen capable de concevoir et de fabriquer des armes complexes pour répondre à toutes les exigences opérationnelles, actuelles et futures, des trois forces armées (Terre, Mer et Air). MBDA est détenu par Airbus (37,5 %), BAE Systems (37,5 %) et Leonardo (25 %).

Direction générale de l'armement

Category: 2020-2030,Actualités,Asie Pacifique,Géopolitique,Global,Outre-Mer,Souveraineté
4 décembre 2024

A world map showing the five major oceans. The map is a projection with latitude and longitude lines. Landmasses are colored in light orange, and the oceans are labeled in blue text. The oceans are labeled as follows:

- Océan Atlantique**: Located in the upper left quadrant, between North and South America and Europe/Africa.
- Océan Indien**: Located in the lower left quadrant, between Africa, Asia, and Australia.
- Océan Pacifique**: Located in the lower right quadrant, between the Americas and Asia/Australia.
- Océan Austral**: Located in the bottom center, between the Americas, Africa, Asia, and Australia.
- Océan Arctique**: Located in the top center, between North America, Europe, and Asia.

Commentaire AASSDN : Cet article est d’abord une note générale qui rappelle quelques données historiques et géographiques indispensables à connaître si l’on veut évoquer cette zone qui présente un véritable intérêt stratégique pour la France. Ce texte fait ressortir la singularité de notre pays par rapport à la place qu’occupent notamment les autres pays européens en Indo-Pacifique. Encore faut-il que nous ayons une politique claire et réaliste, c’est-à-dire une stratégie générale de long terme et que nous mettions des moyens significatifs en cohérence avec les objectifs que nous nous fixons dans cette région.

A cet égard, l'instabilité politique, les problèmes économiques et les troubles qui se déroulent en Nouvelle-Calédonie et à Mayotte, mais également dans d'autres DROM-COM (Guyane) fragilisent notre crédibilité et réduisent nos capacités d'action. Nos adversaires l'ont bien compris...

La stratégie indo-pacifique française est souvent incomprise et parfois méconnue. Dans cette immense région à l'importance cruciale, la France est fréquemment perçue comme une ancienne puissance coloniale amenée à jouer, au mieux, un rôle secondaire.

Il est vrai que la France a connu une longue présence coloniale dans la région, pendant environ trois siècles, de 1674 à 1954, notamment à Madagascar, à Djibouti, à Mayotte, en Inde, en Indochine et dans le Pacifique Sud. En outre, elle a également eu recours de manière immodérée à la politique de la canonnnière face au Siam, au Vietnam, à la Chine et à la Corée. Aujourd'hui, du fait de cette histoire, elle se trouve en conflit avec l'île Maurice pour l'île de Tromelin, avec les Comores pour Mayotte et les îles Glorieuses, et avec Madagascar pour les îles Éparses. Dans l'océan Pacifique, la France est également confrontée à un mouvement indépendantiste en Nouvelle-Calédonie et sa possession de Clipperton a été ouvertement remise en question par le Mexique.

Outre les questions historiques, plusieurs événements survenus plus récemment ont également contribué à cette perception : les essais nucléaires effectués par la France jusqu'en 1995, les scandales liés aux contrats de défense signés avec Taïwan, ainsi qu'avec l'Arabie saoudite et le Pakistan dans les années 1990 et au début des années 2000, et plus près de nous l'annulation par Canberra du contrat de sous-marins au profit de l'accord AUKUS et l'abandon par l'Australie de contrats de défense avec la France (hélicoptères d'attaque Tigre, hélicoptères de transport NH90).

Par ailleurs, l'appareil de sécurité régionale français a été considérablement réduit, passant de 8 500 à 7 000 hommes au cours des dix dernières années. Sans parler des coupes budgétaires post-crise des subprimes (les redoutables LOLF et RGPP) dans la diplomatie française qui ont entraîné une réduction d'effectifs dans un certain nombre d'ambassades. Tous ces facteurs ont clairement eu un impact sur l'image de la France dans la région et ont contribué à une opinion contrastée auprès du public, comme des experts et des autorités politiques et militaires.

En outre, la stratégie indo-pacifique de la France, publiée en 2019, reste floue pour nombre de nos voisins, partenaires et alliés. La France gagnerait certainement à améliorer sa communication autour de ses initiatives et de ses résultats concrets, pour les faire mieux connaître et apprécier. Une meilleure coopération serait également nécessaire entre ses (trop) nombreuses agences, régulièrement en concurrence les unes avec les autres.

Un pays singulier parmi les nations européennes en Indo-Pacifique

La France n'est certes pas le pays le plus puissant opérant dans la zone indo-pacifique, mais elle n'est ni une petite puissance ni une puissance lointaine dans la région, où sa présence a été continuellement maintenue depuis la première moitié du XVI^e siècle.

Il est également important de noter que même si la France a été une puissance coloniale, elle a établi son influence par divers moyens, notamment l'échange d'envoyés diplomatiques et

l'établissement d'alliances avec les dirigeants locaux, l'implication directe dans divers conflits, la présence des érudits jésuites à la cour de l'empereur Qianlong en Chine, la construction de forteresses de style Vauban au Siam et au Vietnam ou encore la création d'un arsenal naval moderne à Yokosuka, au Japon. Un grand nombre de Français de tous métiers ont également apporté leurs connaissances et leurs compétences aux dirigeants locaux.

Aujourd'hui encore, la présence de la France dans la zone constitue une singularité majeure puisqu'elle est le seul pays de l'UE à être membre du Conseil de Sécurité de l'ONU et à être une puissance résidente à la fois dans l'océan Pacifique et dans l'océan Indien, sur un ensemble de territoires qui représente 25 810 kilomètres carrés pour une population de près de 2 millions de Français, et 93 % de la zone économique exclusive (ZEE) française, la deuxième au monde, juste après celle des États-Unis. Ses principales entreprises y sont très présentes, notamment dans le secteur de la défense, où la France se classe au troisième rang des fournisseurs, avec des coopérations fructueuses en cours avec l'Inde, Singapour, la Malaisie et l'Indonésie (peut-être prochainement aux Philippines) et des succès plus anciens en Australie et à Taïwan.

En termes d'influence et de diplomatie, Paris bénéficie d'une position unique avec un ensemble à la fois très dense et diversifié d'outils de soft power et de coopération. Cela comprend d'abord, son réseau d'ambassades et de consulats, l'un des plus importants au monde ; deuxièmement, les écoles et centres culturels français (réseau Alliance française) implantés dans toutes les grandes villes ; troisièmement, ses chambres de commerce et d'industrie reliant les entreprises françaises et locales ; quatrièmement, les institutions françaises de coopération internationale telles que l'Agence française de développement (AFD) et Expertise France ; cinquièmement, un réseau de 18 attachés militaires en plus des officiers de liaison dans les centres régionaux de fusion d'informations à Madagascar, New Delhi et Singapour, coordonnant la coopération en matière de défense et maritime et menant la diplomatie militaire. Cet outil diplomatique unique, envié par de nombreux pays européens, permet à la France d'être un membre actif des plus importants forums et mécanismes de coopération régionale.

Des moyens limités mais une approche innovante

Pour autant, les observateurs jugent souvent que la France « manque de muscles » en Indo-Pacifique.

Une telle affirmation n'est pas dénuée de fondement. Il est vrai que le nombre de troupes dans la zone a été réduit de 20 % au cours des 10 dernières années et que la présence navale a fortement diminué depuis les années 1990, mais en tout état de cause la France n'a ni l'ambition ni les moyens d'être une puissance militaire majeure dans l'Indo-Pacifique. Ses partenaires et alliés dans la région n'attendent ni ne demandent qu'elle prenne parti dans la rivalité États-Unis/Chine ou s'interpose entre eux. Forte de son héritage historique d'autonomie stratégique et d'indépendance politique, la France souhaite ouvrir une troisième voie, ni pro-États-Unis ni anti-Chine, qui résonne avec la posture stratégique de non-alignement des « Perspectives sur l'Indo-Pacifique » de l'Asean. À ce titre, Paris privilégie une posture de facilitateur, de bon voisinage et de partenaire de confiance qui promeut l'état de droit et démontre son engagement en faveur de la sécurité régionale et de la liberté des mers.

L'architecture de défense française dans la zone comprend deux commandements sous-régionaux – ALINDIEN pour l'océan Indien et ALPACI pour l'océan Pacifique, en complément des forces de souveraineté positionnées à La Réunion, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie – et suit un axe en forme de « S ». Cet axe relie le cœur métropolitain à ses territoires d'outre-mer à travers un réseau d'alliés et de partenaires stratégiques dont les Émirats arabes unis, l'Inde, Singapour, l'Indonésie et l'Australie (mais aussi le Vietnam, la Corée du Sud et le Japon). Avec certains d'entre eux, la France a établi un dialogue stratégique de défense innovant, comme les dialogues stratégiques trilatéraux « France-EAU-Inde » et « France-Inde-Australie ».

Benjamin BLANDIN

Doctorant en relations internationales, Institut catholique de Paris (ICP)

The conversation

<https://theconversation.com/que-pese-la-france-en-indo-pacifique-225816>

14 avril 2024

DICOD : le guide de l'Armée contre la désinformation

Category: 2020-2030,Actualités,Désinformation,Numérique
4 décembre 2024

Guide contre la **désinformation**



Le document ci-dessous, édité par la DICOD et relatif à la désinformation, est opportun d'autant que ce phénomène est au cœur des préoccupations de l'AASSDN dont l'un des trois domaines d'action est d'œuvrer à la défense des intérêts fondamentaux de la Nation.

Avis AASSDN : La désinformation au sens large constitue en effet une menace majeure sournoise, multiforme et en plein développement contre notre pays qu'il fragilise en s'attaquant à sa souveraineté et à la cohésion de la Nation, en minant la volonté et la confiance de l'ensemble des Français.

Ces actions de déstabilisation de notre pays sont le fait de tous les Etats, notamment les plus puissants : Alliés, (de l'Union européenne ou pas), compétiteurs et adversaires dans tous les domaines : militaire mais aussi économique et culturel. Notons que la désinformation est aussi le fait de partis politiques français de tous bords, d'entreprises et de groupes de pression.

Il n'est donc pas suffisant de faire confiance à des medias nationaux officiels ou ayant une certaine notoriété. Pour déjouer cette menace, il nous faut tous et en priorité acquérir une

solide culture générale qui seule permet de développer un esprit critique articulé, et nous aider dans la recherche de sources véritablement distinctes et indépendantes.

Il nous faut enfin cultiver la vertu de prudence, l'exigence de la réflexion et de l'analyse des faits sans se laisser submerger par la répétition d'informations ni oublier de s'intéresser à des informations souvent occultées par les grands médias.

COMMENT DISTINGUER LE **VRAI** DU **FAUX** ?

**Méfiez-vous
si une information....**

... est chargée
d'émotions ou
de sentiments
particulièrement
forts

... cadre un peu trop
avec vos propres
convictions

... contient des fautes
d'orthographe ou
des incohérences

... semble vouloir
faire le buzz,
emploie des titres
racleurs pour être
partagée

... peut profiter
à quelqu'un ou
quelque chose

... ne cite pas ses
sources ou ne les
présente pas de
manière précise

... n'est pas signée

... ne présente pas
de preuves claires

Téléchargez le guide DICOD ci-dessous :

[24 08 27 SITE DICOD Guidecontreladésinformation-MinistèredesArmées-Juillet2024Télécharger](#)

Lancement de SouvTech Invest, une plateforme de financement participatif dédiée à la Défense

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Souveraineté
4 décembre 2024



L'industrie de défense nécessite des capitaux importants pour pouvoir se développer et ainsi mettre au point ses nouveaux projets. La plateforme *SouvTech Invest* a l'ambition de devenir l'un des outils de ces financements. Entretien avec Pierre-Elie Frossard.

Commentaire AASSDN : On peut être très dubitatif sur l'idée de développer des fonds participatifs en matière de défense. Les projets d'armements ont deux caractéristiques qui demeurent : ce sont des projets de **très long terme** et leur **financement** est assuré actuellement exclusivement par des fonds publics étatiques ou européens.

La rentabilité des fonds investis dans la défense est toujours aléatoire et complètement dépendante du politique. Pour un investisseur privé il est beaucoup moins risqué de placer des

fonds dans des activités civiles à cycle court qui peuvent rapporter très vite des dividendes intéressants. Investir dans la défense *stricto sensu* ne peut être rentable que si des dispositifs fiscaux très favorables rendent la rentabilité probable à une échéance comparable à celles des activités civiles (typiquement, 2 à 3 ans), si toutefois la législation européenne et la pression des ONG n'y font pas trop obstacle. A partir de là plusieurs stratégies financières peuvent être utilisées si toutefois la législation européenne n'y fait pas trop obstacle.

Bien entendu cela peut passer pour des activités duales, mais ce sont les débouchés civils qui seront premiers et la défense devient une retombée.

Parler actuellement d'économie de guerre n'est pas très sérieux pour l'instant. Pendant les 2 Guerres Mondiales, on a réquisitionné les industries de production pour faire du matériel de guerre. (Michelin, par exemple, fabriquait des bombardiers et Renault des chars !). On en est loin aujourd'hui et on ne peut pas le regretter. Il s'agit simplement de recréer des capacités qu'on avait supprimé au nom des dividendes de la paix, comme par exemple recréer des capacités de fabrication d'obus. Mais le financement de ces nouvelles capacités, ne pourra être « privatisé » que si les Etats ou l'Europe donnent des garanties suffisantes de rentabilité pour rassurer le monde de la finance...

C'est donc bien le niveau politique qui peut seul agir si on veut réellement aller dans cette voie ...

SouvTech Invest est une plateforme de financement participatif lancée par Vauban Finance, un cabinet de conseil spécialisé dans l'industrie de la défense, cofondé par des professionnels expérimentés de grands groupes comme MBDA et Nexter, ainsi qu'un ancien banquier. Cette initiative vise à résoudre les difficultés de financement bancaire rencontrées par les entreprises de la base industrielle de technologie et de défense (BITD).

La plateforme cible principalement deux types d'entreprises :

1. **Startups** pour soutenir l'innovation.
2. **PME/ETI** pour la réindustrialisation.

Les investisseurs peuvent choisir entre deux formes d'engagement :

- **En fonds propres (equity)** : acheter des parts d'entreprises, visant surtout l'innovation.
- **En produits de dette** : prêter de l'argent aux entreprises contre des intérêts, utilisé principalement pour la réindustrialisation.

Le lancement de SouvTech Invest coïncide avec un changement de paradigme en France, notamment depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, qui a sensibilisé le public à l'importance d'une économie de guerre. Cette initiative permet aux Français d'investir directement dans le secteur de la défense, offrant des opportunités financières et patriotiques.

La France possède une industrie de défense diversifiée et technologiquement avancée, couvrant tous les besoins des forces armées. Cependant, elle doit renforcer ses alliances européennes pour concurrencer les matériels américains souvent préférés par les partenaires de l'OTAN.

Les principaux concurrents de l'industrie française sont la Corée du Sud, la Turquie et la Chine, dont les équipements sont de plus en plus compétitifs. Un avantage clé pour la France est l'utilisation éprouvée de ses équipements au combat, permettant des améliorations continues basées sur des retours d'expérience.

SouvTech Invest se concentre sur la réindustrialisation et l'innovation technologique, soutenant les startups dans des domaines comme l'intelligence artificielle, le quantique, la cybersécurité, les nouveaux matériaux, et le New Space. L'objectif est de compléter le financement existant et d'encourager les citoyens à investir dans des projets de souveraineté nationale, contribuant à la protection et à la sécurité du pays.

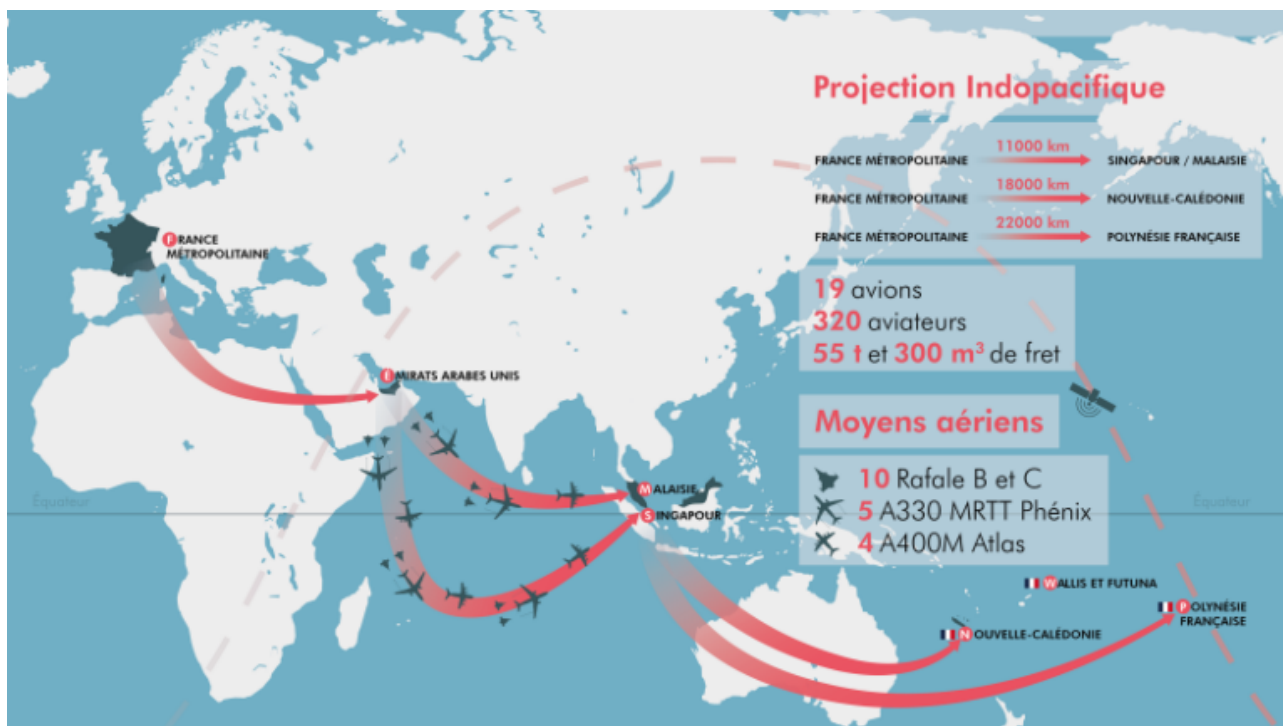
Cette plateforme propose donc une alternative complémentaire au système de financement actuel, permettant aux Français de s'investir directement dans la défense nationale par le biais de financements participatifs, apportant une nouvelle dimension à la protection du pays et au soutien de son industrie de défense.

[Lire l'entretien \(Revue Conflits\)](#)

[Plateforme Souvtech](#)

Capacité de projection en Indopacifique : l'armée lance la mission Pégase 2024

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Asie Pacifique,Souveraineté
4 décembre 2024



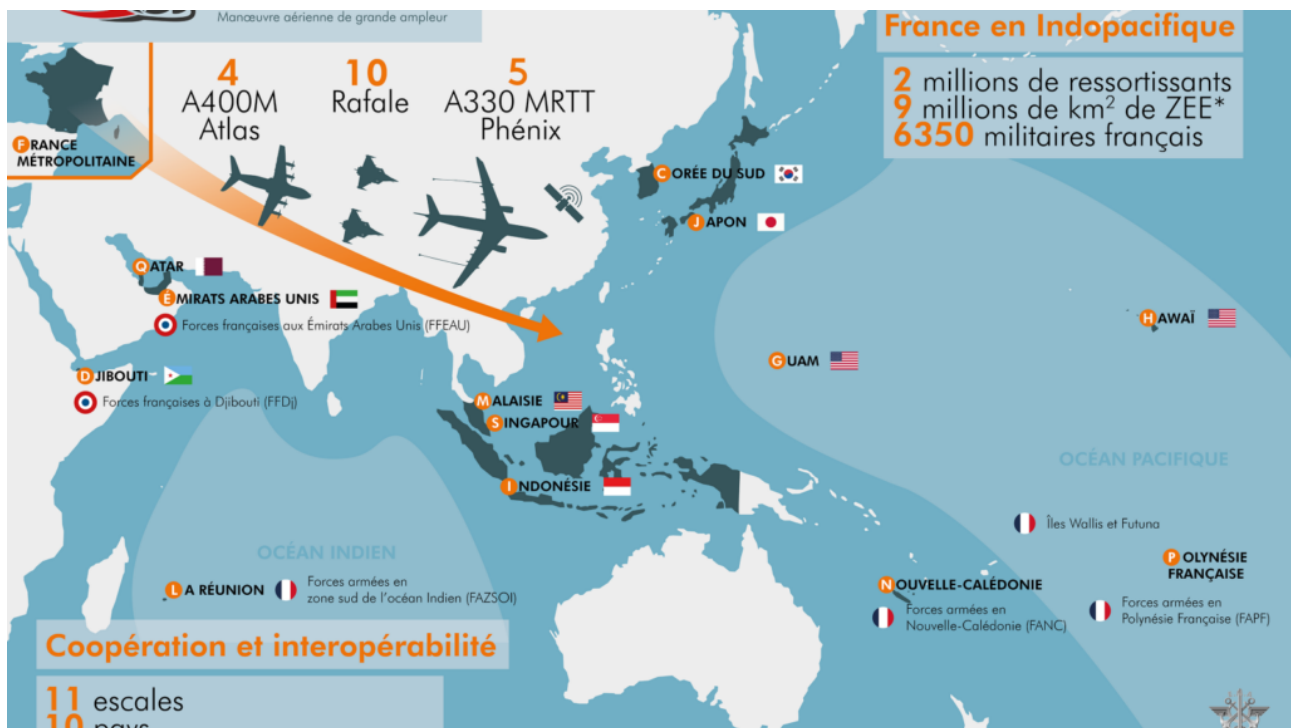
Dans la continuité des projections réalisées en 2021 et 2022, l'armée de l'Air et de l'Espace se déploie de nouveau dans le Pacifique avec 19 aéronefs : 10 Rafale, 5 A330 MRTT Phénix et 4 A400M Atlas.

Commentaire AASSDN : Avec Pégase 2024, l'armée de l'Air et de l'Espace démontre ses capacités de projection de puissance en Indopacifique. Les Rafale avec leur soutien logistique ne mettront que quelques jours pour rejoindre les forces françaises de souveraineté déployées en permanence dans le Pacifique et dans l'Océan Indien.

La Nouvelle-Calédonie, la Polynésie et la Réunion constituent de véritables porte-avions capables d'accueillir non seulement des Rafale mais aussi des avions cargos et ravitailleurs susceptibles de renforcer les forces présentes sur place et des bâtiments de la Marine nationale.

Il est apparu indispensable d'accroître le nombre d'A400 M (25 avions-cargos) et de ravitailleurs (12 MRTT A 330 Phénix) dont dispose l'armée de l'Air et de l'Espace. Cet exercice est une démonstration de la capacité de protection de nos compatriotes ultra-marins et de dissuasion de la France dans ce vaste espace stratégique Indopacifique où notre pays possède plus de 50% de sa zone économique exclusive (ZEE).

Rappelons que les DROM - COM représentent une superficie terrestre de 120 000 km² et de 11 millions de km² d'espace maritime (ZEE).



Pendant plus d'un mois (du 27 juin au 15 août 2024), avions de chasse, ravitailleurs et transporteurs français participeront à plusieurs exercices interalliés et réaliseront des escales valorisées en Corée du Sud, Japon, Indonésie, Qatar et Djibouti. Nation riveraine et souveraine de l'Indopacifique, la France démontre sa capacité à protéger sa population et ses intérêts dans la zone par des déploiements réguliers.

L'engagement de la CIA dans la guerre en Ukraine

Category: 2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Amérique du Nord,CIA (USA),Désinformation,Europe de l'Est
4 décembre 2024



Afin de mieux mesurer l'ampleur de l'engagement de la CIA en Ukraine, il convient d'en rappeler les origines historiques et d'en analyser les opérations à partir des sources disponibles afin d'essayer de déterminer si l'agence essaie de limiter les dérapages du conflit ou s'attache seulement à le faire croire.

Commentaire AASSDN : Le dossier de recherche du Centre français de recherche sur le renseignement (Cf2R) qui vous est proposé et auquel on peut accéder en suivant le lien placé en fin du bref résumé ci-dessous est particulièrement intéressant car il met une fois de plus en perspective les événements récents dont on ne comprend l'origine, le sens et la finalité qu'en les inscrivant dans le temps long.

Il est maintenant parfaitement documenté que les actions menées notamment par les Services américains, russes, allemands, anglais et ukrainiens ne commencent pas en 2022 ni même en 2014 mais immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale dans le cadre de la Guerre froide.

Les opérations secrètes qui se développent aujourd'hui ne sont que le prolongement de la guerre secrète qui est engagée entre les Russes et les Anglo-saxons depuis près de 80 ans pour maintenir ou restaurer leur leadership. L'Ukraine n'est que leur terrain d'affrontement.

L'un des buts que se fixe l'AASSDN est de sensibiliser nos concitoyens aux dangers de la désinformation liée à la diffusion massive d'informations provenant souvent d'une seule source étrangère. Les anciens des Services spéciaux souhaitent contribuer à renforcer l'esprit critique des Français afin de les inciter et les aider à prendre le temps d'analyser et de décrypter les faits ou au minimum de faire preuve de prudence dans leur appréciation des situations. A cet égard, la quasi simultanéité entre la présentation des faits et des commentaires assénés par des experts auto-proclamés sur les plateaux de TV réduit à néant notre capacité d'analyse personnelle.

Celui qui ne prend plus le temps de réfléchir par lui-même et de chercher à comprendre

devient alors manipulable. Si le peuple est manipulé, il est vite asservi et perd inévitablement sa liberté de décider et d'agir ; il perd sa souveraineté car il est conduit par celui qui le désinforme. Le conflit en cours en Europe orientale est un véritable cas d'école. Il mérite d'être analysé à partir de sources distinctes et fiables, avec prudence et bon sens. Gardons-nous des jugements hâtifs.

Savoir jusqu'où ne pas aller trop loin... Vraiment ?

Courant 2023 et début 2024, plusieurs journaux américains ont révélé l'ampleur de l'aide apportée par la CIA aux services spéciaux ukrainiens. Des opérations qui vont de l'infiltration en territoire ennemi au sabotage, en passant par les assassinats ciblés.

Ces médias attestent ainsi que depuis 2014, l'Agence a dépensé des dizaines de millions de dollars pour réorganiser les services ukrainiens, former de nouvelles unités d'action clandestine, fournir des systèmes de surveillance avancés et construire de nouvelles infrastructures afin d'espionner la Russie. Elle a également livré à son allié - mais aussi reçu de lui - une quantité impressionnante de renseignements.

Parallèlement à cet engagement massif et sans ambiguïté aux côtés de Kiev, les médias américains insistent néanmoins sur l'autre préoccupation qui animerait la CIA: limiter les actions trop offensives de Kiev contre la Russie afin d'éviter que le conflit ne s'étende au-delà des frontières de l'Ukraine, ou ne provoquent une escalade pouvant conduire à un affrontement nucléaire. Le défi est donc de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin...

[Le rapport peut être consulté sur le site](#)